Élise Yvorel, *Les enfants de l'ombre. La vie quotidienne des jeunes détenus en France métropolitaine*

Rennes, Presses Universitaire de Rennes, 2007, 356 pp., ISBN 978 27535 0465 3

Xavier De Weirt

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/718>

DOI : 10.4000/chs.718

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 155-159

ISBN : 978-2-600-01295-9

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Xavier De Weirt, « Élise Yvorel, *Les enfants de l'ombre. La vie quotidienne des jeunes détenus en France métropolitaine* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 13, n°1 | 2009, mis en ligne le 25 mars 2009, consulté le 22 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.718>

he has him charging his «fellow convicts» a dollar and a quarter for the fabrication of a *plan*. Wikipedia ([http://en.wikipedia.org/wiki/Aage_Krarup_Nielsen]; accessed Aug. 8, 2008) identifies Aage Krarup Nielsen as a travel writer and lists no less than twenty-four books about all parts of the world that he published between 1921 and 1958. This information is easily confirmed by a look in the Dutch Central Catalogue, which lists twenty-eight of his books, in Danish and in Dutch, German and English translations. The book that Toth cites, published in New Jersey in 1938, originally appeared in Copenhagen in 1933. Krarup Nielsen continued publishing, about such exotic regions as New Guinea, in occupied Denmark during the Second World War. Obviously, if he ever really visited the countries he wrote about, the visit must have been rather superficial. Moreover, travel writers often simply copy details from each other.

My second critical remark concerns the prevalence of escape. It is connected to the previous theme, since Toth closes chapter 3 by saying that the officials were indifferent to the casinos and transvestite shows in the comfortable certainty that they would at least keep the *bagnards* in their camp. Escape was nearly impossible, as a prisoner would either have to turn to the jungle, which would soon overcome him, or try to reach Suriname on a raft. This information is repeated in chapter 7. In between, however, we read that the colonial authorities of Suriname were concerned about the many escaped convicts in their country and that the Dutch ambassador wrote a letter of complaint to Guiana's governor. Let me finish on a positive note: the entire chapter 7 again offers fascinating reading. It deals with the increasingly international interest in the Guiana penal colony during the 1920s and 30s. In this period, most journalists painted a brutal picture of the *bagne*. It prompted the French government to launch a counter-offensive, paying a journalist couple from Trinidad to publish favorable reports under fake names. Thus, Papillon and Krarup Nielsen indirectly triumphed, with fact and fiction inextricably interwoven. Toth concludes: «... the doors of the public imagination were now opened wide and the fate of the institution was henceforth sealed» (145).

Pieter Spierenburg
Erasmus Universiteit Rotterdam
spierenburg@fhk.eur.nl

Élise Yvorel, *Les enfants de l'ombre. La vie quotidienne des jeunes détenus en France métropolitaine*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, 2007, 356 pp., ISBN 978 27535 0465 3.

Issu d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine défendue à l'Université de Poitiers, le livre d'Élise Yvorel, *Les enfants de l'ombre*, s'offre comme ambition de combler un vide historiographique: la vie quotidienne des mineurs en prison en France métropolitaine entre 1880 et 1980⁸.

⁸ La notion de mineur est décrite par l'auteur dans son introduction. Élise Yvorel tient compte de deux majorités, légale (jusqu'à 21 ans) et pénale (jusqu'à 18 ans). Elle distingue systématiquement mineurs pénaux (moins de 18 ans à partir de 1906) et jeunes majeurs (de 18 à 21 ans).

Écrit en pleine effervescence des discours sur la montée de la délinquance juvénile, au centre des polémiques sur les dérives sécuritaires des gouvernements, ce livre vient faire parler l'histoire dans un débat plutôt monopolisé par les juristes, les sociologues, les psychologues et les criminologues. Il vient rappeler que le problème de l'enfermement des 'cas difficiles' chez les jeunes n'est pas né ces dix dernières années mais s'ancre bien plus profondément dès les débuts de la prison pénale à la fin du XVIII^e siècle.

Dans sa méthodologie autant que dans ses sources, Yvorel a le souci d'innover. Son objectif est de parcourir des sentiers peu empruntés, de tracer des saignées dans un monde inconnu, car tant l'histoire des jeunes que celle de la prison restent à écrire pour le XX^e siècle français.

Écrit sur base de nombreux fonds d'archives quasi nullement exploités, l'auteur tente une analyse anthropologique de la réalité sociale des jeunes en prison en confrontant systématiquement analyse du discours et réalité carcérale.

L'ouvrage, divisé en trois parties et suivant en cela une logique implacable, aborde successivement l'espace, le temps et le corps carcéral, une preuve par trois de l'inadéquation du système d'enfermement des mineurs en France contemporaine.

Préfacé par l'une des plus grandes spécialistes françaises de l'histoire carcérale, Michelle Perrot⁹, *Les enfants de l'ombre*, est un livre ambitieux. Étudier sur un long XX^e siècle la vie quotidienne des jeunes détenus en France métropolitaine implique, en parallèle de l'objet principal, l'étude de nombreuses sous-questions. En effet, le phénomène 'jeunesse' et l'objet 'prison' évoluent au fil du temps et demandent par là même une compréhension fine des changements politiques, judiciaires, sociaux et économiques. La période 1880 et 1980, est choisie par l'auteur car elle encadre deux uniques commissions d'enquête sur l'inspection des prisons en France et faisant toutes deux référence à la politique d'enfermement des mineurs.

La première partie sert à définir le concept de 'prison pour mineur'¹⁰. Elle décrit, théorie carcérale à l'appui, le panorama pénitentiaire français depuis la fin du XVIII^e siècle, en accentuant les logiques de séparation entre enfants (mineurs pénaux) et adultes. Il s'agit de démontrer la complexité du concept ainsi que les vaines tentatives de recherche d'une prison sans les inconvénients de la prison. Du modèle de la prison moderne de 1791, en passant par l'influence de la philanthropie, l'immobilisme de l'entre-deux-guerres et la réforme Amor de 1945, c'est la dimension spatiale de la vie quotidienne des enfants et adolescents qui nous est ici offerte.

Denses pour tout ce qui découvre le sujet, les deux premiers chapitres sont pour le moins essentiels et méritent une attention soutenue. L'auteur limite son interprétation des prisons pour mineurs à deux grandes catégories d'établissements. La première constitue les prisons 'ordinaires' pour mineurs, formées des quartiers spéciaux pour mineurs au sein des maisons d'arrêt. La deuxième catégorie recense les prisons 'spécifiques' pour mineurs, qui tout en en dissimulant le nom, gardent les principales caractéristiques d'une prison ordinaire. Sont étudiées ici : la Petite-

⁹ Michelle Perrot, *Les ombres de l'histoire. Crime et châtiement au XIX^e siècle*, Paris, Flammarion, 2001, 428 pp.

¹⁰ Ce souci de délimiter la 'prison pour mineur' sert à faire la distinction avec les colonies pénitentiaires ou 'maisons de correction', lesquelles, nées au XIX^e siècle pour rééduquer des jeunes gravement perturbés, se caractérisaient par un cadre ouvert et axé sur le travail à l'extérieur. La 'prison pour mineur' se caractérisait plutôt par des conditions de détention similaires à celles des adultes.

Roquette, la Maison d'éducation surveillée (garçons), ainsi que l'École de Préservation (filles) de Fresnes, les Centres spéciaux d'observation de l'éducation surveillée (Fresnes, Baumettes, Saint-Paul), les prisons-écoles (Oermingen, Loos, Doullens) et les Centres pour jeunes détenus (Fleury-Mérogis). Ces établissements, décrits selon leurs spécificités et leur évolution historique, ont abrité un nombre plus ou moins important de mineurs. Ils reflètent le souci de voir les jeunes encadrés, en dehors de tout contact avec les adultes, mixité perçue progressivement comme destructrice. Dès lors, se dessine clairement une hiérarchie entre ces établissements, du pire, le quartier près des maisons d'arrêt, au meilleur, la prison-école. En parallèle, c'est la discrimination dont sont victime les 'faibles', qui ressort. Les adolescents, particulièrement ceux condamnés pour menus larcins, et de façon plus nette encore, les jeunes femmes et les filles, sont systématiquement peu pris en compte voire oubliés, et bénéficient des conditions de détention les moins propices à l'amendement.

Pour illustrer les résultats de ces systèmes d'enfermement, Élise Yvorel pénètre ensuite plus profondément dans l'univers carcéral. Le mineur, localisé au sein de la prison, est engagé dans un système imparable et complexe qui vise à le domestiquer. Cette deuxième partie nous permet de mieux comprendre les mécanismes inhérents à chaque type d'établissement (prisons 'ordinaires' et spécifiques pour mineurs) et leurs conséquences pour la population la plus jeune. Le temps carcéral place le détenu devant le vide, l'ennui, le mal-être et toutes les conséquences néfastes qu'engendre l'enfermement. Manger, dormir, occuper son temps pendant la journée. Élise Yvorel pousse ici sa logique de confronter discours des pouvoirs publics et réalité de la détention afin de mettre en relief les échecs d'un système.

Tant au niveau de la formation professionnelle, de l'instruction ou des loisirs (promenade, éducation physique, bibliothèque), rien ne se passe comme ce que prônent les codes et lois et, si des améliorations sont clairement perceptibles, elles suivent en cela les évolutions du monde libre. Les mineurs en prison 'ordinaire', toujours 'fragilisés', forment une minorité peu revendicatrice et dès lors négligée par l'administration. C'est la promiscuité entre jeunes et moins jeunes et les discriminations envers les 'faibles' (filles, petits délinquants) qui intéressent ici l'auteur. Il fait même partie de ses objectifs principaux de décrire les dysfonctionnements d'une administration pénale peu soucieuse de la qualité d'enfermement de ces jeunes et privilégiant l'économie plutôt que l'humanité dans la gestion de ses prisons.

La prise en compte depuis 1942 d'un avenir national reposant principalement sur la jeunesse et les réformes apportées par l'indépendance de l'éducation surveillée¹¹ en 1945, impliquent pourtant une série d'innovations en termes d'occupation des détenus (sports, jeux, radios, télévisions) avec une attention particulière envers les plus jeunes. De grands espoirs naissent, mais, à nouveau, faute de moyens matériels et financiers et en dehors de quelques tentatives plus fructueuses, les idéaux s'écrasent face aux exigences de la réalité tant économique que politique et sociale.

De la réalité socio-carcérale il est à nouveau question dans la troisième partie. Après l'espace et le temps vient le corps carcéral. Élise Yvorel examine alors la

¹¹ Née en 1945 de la réforme Amor, l'indépendance de l'éducation surveillée entraîne un souci systématique envers les conditions de détentions des jeunes. À la place des surveillants, ce sont éducateurs, psychologues et assistants sociaux qui intègrent les établissements spécifiques. Les quartiers pour mineurs ne sont cependant pas du ressort de l'éducation surveillée.

souffrance engendrée par le système carcéral sur le corps et l'âme du jeune détenu. En prison, le corps est tout d'abord livré à lui-même, souvent abandonné. De l'hygiène à la santé, les détenus ne bénéficient pas des mêmes facilités qu'au sein du monde libre. Par ailleurs, l'univers carcéral se caractérise par une rigidité permanente à l'égard des détenus, garante de la sécurité publique. Son attitude vise à discipliner les jeunes détenus en menant une politique d'avilissement et d'humiliation systématique.

Cette politique commence dès l'entrée par la froideur des bâtiments ou par des politiques atroces, comme la loi du silence et de l'isolement. Elle passe éventuellement par la violence du corps surveillants et des autres détenus. Dans ces conditions, le corps devient l'unique espace de liberté, à travers lequel le détenu peut s'exprimer. Négligence physique, émeute, suicide, le corps reste le seul instrument d'expression et de 'résistance' face à la réalité carcérale. La violence du système engendre ainsi la violence des acteurs. Le vase clos qu'est la prison détruit les repères et, laissant le jeune se mouvoir dans un environnement hostile et brutal, compromet toute chance de réinsertion.

Que ce soit au niveau de l'espace, du temps ou du corps qui structurent *Les enfants de l'ombre*, la réforme Amor de 1945 agit comme pivot dans l'évolution du sort des mineurs en prison. Évolution de la doctrine de 'défense sociale' de la fin du XIX^e et qui perdure pendant tout l'entre-deux-guerres, cette réforme vise à l'amendement du détenu et à sa réinsertion par la formation professionnelle et l'instruction. Que ce soit au niveau des établissements pour mineurs (1^{ère} partie), de l'occupation quotidienne des jeunes détenus (2^{ème} partie), que de la violence du système carcéral envers les mineurs (3^{ème} partie), elle constitue un point de repère manifestement incontournable.

Les Enfants de l'ombre représente, critique et décrit un système, celui de l'enfermement des mineurs et jeunes adultes en prison. Ceci implique de définir certains concepts et de les étudier en profondeur. Les trois dimensions prises par l'auteur prennent ici tout leur sens et, malgré une quantité d'information pas toujours évidente à prendre de front, semblent répondre à ses principales interrogations.

En décrivant la réalité sociale de ces mineurs enfermés, Élise Yvorel pose une question fondamentale: «Pourquoi, alors que l'on constate les effets pervers et négatifs de la prison sur les mineurs, continue-t-on à mettre en prison une partie, probablement bien ciblée, de la jeunesse?».

Institution totale, la prison a comme devoir, depuis la fin du XIX^e, de réinsérer des individus dans la société, du moins lorsque cela est possible. Les plus jeunes font dès lors progressivement l'objet d'une attention plus grande de la part de l'administration, en raison de leur plus grand potentiel d'amendement et parce qu'ils représentent l'avenir national. Ils sont également plus sensibles aux conditions de détention, qui, même sur de courtes périodes, peuvent avoir des conséquences désastreuses sur leur identité et entraîner un processus de dépersonnalisation souvent fatal et de toute façon peu efficace.

Élise Yvorel a ouvert un champ d'investigation et éclairé une réalité sociale que les personnes concernées soit ignorent, soit occultent.

Extrêmement documenté et riche en conclusions, cet ouvrage, innovant et ambitieux, se doit d'être consulté par qui, de près ou de loin, est préoccupé par ce sujet. Il ouvre par ailleurs suffisamment de pistes pour imposer dans l'avenir la formation d'une historiographie conséquente concernant l'enfermement des mineurs et le rôle de la prison à leur égard.

Enfin, ce livre donnera nombre d'arguments solides à ceux qui perçoivent de nos jours un revirement de la politique pénale à l'égard des jeunes, privilégiant le répressif à l'éducatif.

Xavier De Weirt
UCL - Centre d'histoire du droit et de la justice
Place Blaise-Pascal 1
B-1348 Louvain-la-Neuve
xavier.deweirt@uclouvain.be

Jaladieu (Corinne), *La prison politique sous Vichy. L'exemple des centrales d'Eysses et de Rennes*, Paris, l'Harmattan, 2007, 289 pp., ISBN 978 2 296 04748 8.

Corinne Jaladieu, professeur agrégée d'histoire, a récemment soutenu une thèse sur les prisons centrales sous le régime de Vichy. Cet ouvrage en est le fruit. L'approche choisie par l'auteur pour aborder la question de la prison politique sous Vichy est de nature monographique. La démarche est comparative: deux prisons centrales, l'une pour hommes, située en zone dite libre jusqu'au 11 novembre 1942, à Eysses (Villeneuve-sur-Lot, Lot-et-Garonne), l'autre pour femmes, située en zone occupée, à Rennes, sont étudiées et analysées tant du point de vue du fonctionnement que de la population incarcérée. Trois axes de recherche ont été privilégiés. Le premier, qui touche à l'organisation même de la prison politique sous Vichy, pose la double question de l'ingérence allemande et de la politique collaborationniste française. Le deuxième axe s'attache aux peines et s'intéresse aux prisonniers politiques qui les subissent. Le troisième se penche sur la vie carcérale, d'un point de vue sociologique, politique et culturel.

L'historienne démontre que l'organisation des «prisons politiques» est largement influencée par la préoccupation d'un régime qui n'a de cesse d'affirmer sa souveraineté. Cette obsession le conduit à une surenchère dans la répression qui fait le jeu des autorités d'occupation. Face aux ingérences allemandes, l'État français fait le choix de la collaboration, systématisant l'application des lois répressives mises en place par la III^e République, tout en en créant de nouvelles visant les communistes, les gaullistes et les pacifistes. Cette inflation des délits politiques, lourdement sanctionnés par la justice de Vichy, se traduit par une inflation carcérale¹². Le nombre des détenus dans les prisons françaises passe en effet de 18 000 en septembre 1939 à 55 000 en décembre 1943. Il en résulte une logique d'exclusion, accentuée par la mise en place des juridictions d'exception. Corinne Jaladieu en compte jusqu'à dix, dont neuf ont des compétences en matière politique.

L'arbitraire l'emporte sur la légalité quand l'administration de Vichy, s'appuyant sur le décret-loi du 18 novembre 1939 relatif aux individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique, met en place, de façon quasi-systématique, l'internement post-pénal. Cet internement administratif conduit au maintien en détention du prisonnier politique à l'issue de la peine – car considéré comme plus

¹² *La France ne s'écroule pas, elle s'écroule. L'État français n'aura bientôt pas assez de prisons ni de policiers pour contenir ses victimes* (Anatole de Monzie, ancien avocat et ancien ministre de la Justice).